



Assemblée générale

Distr. générale
18 octobre 2004
Français
Original: anglais/français

Cinquante-neuvième session

Cinquième Commission

Point 17 d) de l'ordre du jour

**Nominations aux sièges devenus vacants
dans les organes subsidiaires et autres nominations**

Nomination de membres du Tribunal administratif des Nations Unies

Note du Secrétaire général

1. Comme indiqué dans le document A/59/104 du 6 juillet 2004, l'Assemblée générale sera appelée, à sa session en cours, à nommer trois personnes, pour une durée de quatre ans prenant effet le 1^{er} janvier 2005, pour pourvoir les sièges qui deviendront vacants au Tribunal administratif des Nations Unies à compter de cette date.
2. La candidature des personnes dont les noms suivent a été proposée par leurs gouvernements respectifs :
 - M. Spyridon **Flogaitis** (Grèce)
 - M. **Goh Joon Seng** (Singapour)
 - M^{me} Juliet Semambo **Kalema** (Ouganda)
 - M^{me} Brigitte **Stern** (France).
3. On trouvera ci-après le curriculum vitae des candidats.

Spyridon Flogaitis (Grèce)

Docteur en droit, docteur en histoire.

Diplômé de l'École pratique des hautes études – IV^e section.

Professeur de droit administratif, Université d'Athènes.

Directeur du Département de droit public, Université d'Athènes.

Directeur du Centre européen de droit public.

Président suppléant du Conseil supérieur de l'audiovisuel, Grèce.

Avocat à la Haute Cour et au Conseil d'État, Grèce.

Né à Lefkas (Grèce), le 22 juillet 1950.

Études

- | | |
|------------------|---|
| 1979 | Diplôme de l'École pratique des hautes études – IV ^e section, histoire et philologie. |
| 16 décembre 1978 | <p>Doctorat d'État en droit, Université de Paris II (Panthéon-Assas).</p> <p>Directeur de thèse : professeur Jean Rivero. Sujet : « La notion de décentralisation en France, en Allemagne et en Italie ». <i>Summa cum laude</i>.</p> |
| 18 décembre 1978 | <p>Doctorat en histoire (doctorat de 3^e cycle ès lettres), Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne). Directeur de thèse : professeur Nicolas Svoronos. Sujet : « Système vénitien de successions <i>ab intestat</i> et structures familiales dans les îles ioniennes ». <i>Summa cum laude</i>.</p> |
| 1973-1974 | Diplôme d'études supérieures en droit public, Université de Paris II (Panthéon-Assas). |
| Juin 1973 | Licence en droit, faculté de droit, Université d'Athènes, <i>Summa cum laude</i> (9, 5/10). |
| Septembre 1968 | Admis à la faculté de droit, Université d'Athènes (25 ^e sur 500). |
| Juin 1968 | Diplôme de fin d'études secondaires, Lycée d'Athènes. |

Invitations-bourses-prix

- | | |
|------------------------|--|
| Janvier-septembre 1998 | Chercheur invité, Wolfson College, Cambridge, Royaume-Uni. |
| Été 1993 | Bourse Fulbright. |
| Été 1989 | Bourse Humbolt, Allemagne. |
| 1990-1991 | Bourse Humbolt, Allemagne. |
| Été 1988 | Bourse du Fonds allemand d'échanges universitaires, Allemagne. |

Été 1986	Bourse du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), Paris.
1982	Bourse du British Council.
Été 1981	Bourse du Fonds allemand d'échanges universitaires, Allemagne.
1974-1978	Bourse du Gouvernement français.
1968-1973	Bourse du Gouvernement grec.
1973	Premier prix de la faculté de droit, Université d'Athènes.
1972	Deuxième prix de la faculté de droit, Université d'Athènes.
1971	Cinquième prix de la faculté de droit, Université d'Athènes.

Carrière universitaire

1999	Directeur du Département de droit public, Université d'Athènes.
1995	Directeur du Centre européen de droit public.
1994	Fondateur et éditeur de la revue <i>Environnement et droit</i> (en grec), Athènes.
1994	Cofondateur et coéditeur de la <i>Revue critique de théorie et pratique juridique</i> (en collaboration avec le professeur Michael Stathopoulos, Université d'Athènes), Athènes.
1993	Membre du Conseil de l'Université ionienne, Corfou.
Mai 1992	Professeur de droit administratif, faculté de droit, Université d'Athènes.
Mai 1985-1992	Professeur associé.
Octobre 1982	Professeur élu à la faculté de droit, Université de Thrace. A refusé le poste.
Juin 1982-1985	Maître assistant.
Septembre 1980-1982	Assistant, faculté de droit, Université d'Athènes.

Activités universitaires internationales

Janvier-septembre 1998	Membre associé de la faculté de droit, Université de Cambridge, Royaume-Uni.
Janvier-septembre 1998	Chercheur invité, Wolfson College, Cambridge, Royaume-Uni.
Novembre 1996	Professeur associé, Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne).
1995-1996	Expert de l'OCDE pour les pays du programme PHARE.
Avril 1993	Professeur associé, faculté de droit, Université de Bordeaux I.

1992	Membre du Comité d'édition de la <i>International Review of Administrative Sciences</i> , Bruxelles.
1992	Correspondant étranger du Comité scientifique de la <i>Rivista Italiana di Diritto Pubblico Europeo</i> , Milan (Italie).
1992	Membre du Comité scientifique du « International Centre of Public Law », Londres.
Septembre 1991	Membre du Comité directeur du Groupe européen de droit public (en collaboration avec le professeur Gérard Timsit, Université de Paris I).
Décembre 1990	Professeur associé, faculté de droit, Université de Bordeaux I.
1990-1991	Professeur associé, faculté de droit, Université de Heidelberg.
1988	Cofondateur et coéditeur (avec le professeur Gérard Timsit, Université de Paris I), de la <i>European Review of Public Law</i> , Londres (Angleterre).
Avril 1988	Professeur invité, faculté de droit, Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne).
1 ^{er} février-31 mars 1988	Professeur invité, faculté de droit, Université de Paris II (Panthéon-Assas).
1983-1990	Membre du Comité directeur du Groupe européen d'administration publique, Bruxelles.
1984-1985	Membre du Conseil scientifique de l'Institut européen d'administration publique, Maastricht (Pays-Bas)..
1982-1983	Membre associé de la faculté de droit, Université de Cambridge, Royaume-Uni.
1982-1983	Expert invité du Wolfson College, Cambridge, Royaume-Uni.

Exercice du droit

2000	Chef de la délégation grecque d'experts à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies.
1999	Membre de la délégation grecque d'experts à la Cinquième Commission de l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies.
1999	Président suppléant du Conseil supérieur de l'audiovisuel, Grèce.
1999	Président du Conseil consultatif des études sur les transports et les télécommunications, Ministère grec des transports et des télécommunications.
1998	Consultant à la Banque mondiale, Washington, Rapport sur le mécanisme d'examen des plaintes.

1998	Conseiller juridique auprès du Centre hellénique des investissements.
1996	Président du Comité sur les règles du Code de la route grec.
1994	Président du Comité concernant la loi sur les procédures administratives grecques.
1992	Arbitre, Chambre de commerce internationale.
1988	Conseiller juridique pour le Centre des sources d'énergie renouvelables, Athènes.
1984-1985	Conseiller juridique du Ministre du Conseil, Athènes.
1985	Avocat à la Haute Cour et au Conseil d'État.
1985	Directeur de l'Institut d'administration publique, Centre national d'administration publique, Athènes.
1983-1984	Conseiller juridique du Secrétaire général du Ministère de l'économie nationale, Athènes.
1981-1982	Assistant du Conseiller juridique du Premier Ministre, Athènes
1980-1981	Conseiller juridique à la Direction générale de l'environnement, Ministère de la coordination, Athènes.
1979-1980	Conseiller juridique à la Direction générale de la décentralisation et du développement régional, Ministère de la coordination, Athènes.
1974	Avocat, barreau d'Athènes.

Publications

World Bank Administrative Law (en cours d'impression).

Les contrats administratifs, Bruylant, 1998.

Les contrats publics (en grec), Athènes, Éditions Sakkoulas, 1992.

Cases and Materials in Administrative Law (en grec), Athènes, Hellenic University Press, 1990.

Georg Ludwig von Maurer, Die Wittelsbacher in Griechenland, publié par S. Flogaitis et W. Roustopani, Sourlas, Athènes, Éditions Sakkoulas, 1988.

Friedrich von Thiersch, De la Régence en Grèce, publié par S. Flogaitis et H. Scholler, Athènes, Éditions Sakkoulas, 1987.

The Greek Administrative System (en grec), Athènes, Éditions Sakkoulas, 1987.

Administrative Law et droit administratif, Paris, LGDJ, 1986.

Aspects contemporains de l'interventionnisme d'État (en grec), Athènes, Éditions Sakkoulas, 1984.

Concepts fondamentaux de l'organisation administrative (en grec), Athènes, Éditions Sakkoulas, 1981.

Système vénitien de successions ab intestat et structures familiales dans les îles ioniennes, Paris/Genève, Droz, 1981.

La notion de décentralisation en France, en Allemagne et en Italie, Paris, LGDJ, 1979.

Associations

Association hellénique de droit constitutionnel (membre du Comité directeur).

Groupe européen d'administration publique (membre du Comité directeur).

Groupe européen de droit public (membre du Comité directeur).

Compétences informatiques

Word, WordPerfect, Internet.

Goh Joon Seng (Singapour)

Date de naissance: 22 mars 1935

Profession : Avocat et avoué.
Ancien juge de la Cour suprême de Singapour.
Actuellement consultant auprès du cabinet Messrs Lee et Lee à Singapour.

Diplômes : Licence en droit (spécialisé) (Singapour).

Langue de travail : Anglais.

Distinctions

1975 Certificat de félicitations décerné par le chef de la police pour ses activités dans le Corps spécial de bénévoles de la police.

1990 Médaille du mérite attribuée pour les services rendus dans le Corps spécial de bénévoles de la police.

Activités professionnelles (internationales et nationales)

Cour d'appel militaire, Singapour
Président depuis 1997.

Cour permanente d'arbitrage de La Haye
Membre depuis 2003.

Ordre des avoués de Singapour
Membre du Conseil (1988-1990).

Ministère de la réforme du droit
Président du Comité chargé d'examiner les droits de transfert de propriété immobilière (2000-2001).
Président du Comité chargé d'examiner la loi relative aux prêteurs à crédit, la loi relative aux prêteurs sur gage et la loi relative à la vente à crédit (2001-2002).

Conseil présidentiel pour l'harmonie religieuse
Membre depuis 2002.

Académie de droit de Singapour
Membre du Sénat depuis 2000.

Commission de la magistrature de Singapour
Membre (1998-2000).

Tribunal de l'obligation alimentaire envers les parents
Président depuis 2003.

Fonctions exercées dans divers organes juridiques

Président depuis 2003 du Groupe de médiation relatif à la clientèle de l'Association des banques de Singapour.

Président depuis 2003 de l'Organisation chargée du règlement des différends en matière d'assurance.

Membre depuis 2003 du Groupe régional d'arbitres du Centre d'arbitrage international de Singapour.

Membre depuis 2003 du Comité consultatif de recours pour la loi relative aux valeurs et aux biens achetés à terme, la loi relative aux conseillers financiers et la loi relative aux assurances.

Membre depuis 2003 du Groupe d'experts juridiques chargés de donner des avis au Comité de discipline du Conseil des médecins de Singapour.

Membre du Groupe des Présidents du Comité de discipline créé en application de la loi relative aux professions judiciaires.

Membre du Conseil de l'enseignement du droit (1970-1976).

Membre du Comité consultatif en matière de droit pénal (1978-1990).

Membre du Comité de la réforme du droit pénal (1979-1981).

Président du Centre de médiation de Singapour (1997-2003).

Corps spécial de bénévoles de la police

A rempli diverses fonctions depuis 1967. Nommé commandant avec rang de commissaire de police adjoint en 1989. A quitté ses fonctions lorsqu'il a été nommé membre du barreau en 1990.

Déclarations et interventions à des réunions internationales, régionales ou nationales

- 1998 Est intervenu devant la sixième Conférence internationale sur les diverses méthodes de règlement des différends, « Clients Needs in the New Millennium » (Christchurch, Nouvelle-Zélande).
- 1999 Chef de la délégation du Centre de médiation de Singapour à la Conférence des Présidents des juridictions supérieures des pays du Commonwealth à Kuala Lumpur. A dirigé la présentation de la médiation à Singapour et de la création du Centre de médiation.
- 2002 Est intervenu à la Conférence sur l'uniformisation des législations commerciales internationales et la Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, « The UNCITRAL Model Law on International Commercial Conciliation – Implications for Mediation Practice in Singapore » (Singapour).
- 2003 Est intervenu lors de la réunion relative aux programmes de sensibilisation aux autres méthodes de règlement des différends, « Our Asian Heritage – Platform for Resolving Difference » (Singapour).
- 2003 A fait une présentation sur le droit et la pratique de la médiation à Singapour à la huitième Assemblée générale de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) (atelier 4 relatif aux associations de juristes), tenue à Singapour.

Juliet Semambo Kalema (Ouganda)

Études et diplômes

- 2003 Diplôme d'études universitaires supérieures en diplomatie et en technologie de l'information (Université de Malte).
- 2001 Cours sur la diplomatie préventive et le règlement des conflits aux Nations Unies (École des affaires internationales et des relations publiques, Université Columbia).
- 1999 Maîtrise de science en matière d'immobilier (Université de New York).
- 1983 Certificat supérieur de français (Institut d'administration publique).
- 1982 Certificat de français (Institut d'administration publique).
- 1979 Diplôme d'exercice du droit (Centre de développement du droit).
- 1974-78 Licence en droit (Université Makerere, Kampala).

Expérience professionnelle

- De 2001 à ce jour Chef du Département des organisations multilatérales et des traités multilatéraux au Ministère des affaires étrangères, à Kampala.

Fonctions

Conseillère juridique auprès du Ministre des affaires étrangères dans le domaine du droit international, des droits de l'homme, des privilèges et immunités, et autres questions juridiques.

Chargée de négocier et d'élaborer des traités et des accords multilatéraux et bilatéraux et d'en préparer l'entrée en vigueur. Élaboration et examen d'autres instruments juridiques, notamment de documents ministériels et de projets de loi à soumettre au Parlement. Coordonne les travaux relatifs à l'Organisation mondiale du commerce et les travaux relatifs à d'autres questions économiques, questions de désarmement et questions sociales. Participe à la prise de décisions en tant que membre de l'équipe de direction du Ministère. S'occupe de procédures judiciaires impliquant des particuliers, en particulier des citoyens ougandais et des diplomates.

- 2000-2001 Ministre conseillère à la Mission permanente de l'Ouganda auprès de l'Organisation des Nations Unies.
- 1995-2000 Conseillère à la Mission permanente de l'Ouganda auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Fonctions

Responsable des travaux relatifs à la Sixième Commission (questions juridiques) de l'Assemblée générale des Nations Unies portant sur le droit commercial international, le droit de la mer, le Comité spécial de la Charte, et la Commission du droit international et des négociations de diverses conventions et accords.

Représentante de l'Ouganda au Comité préparatoire pour la création d'une cour criminelle internationale. Responsable des travaux relatifs au Conseil de sécurité et aux opérations de maintien de la paix, et aux droits de l'homme ainsi que des candidatures et vacances de poste dans l'ensemble du système des Nations Unies.

Chargée de toutes les questions immobilières relatives aux biens immobiliers appartenant à la Mission de l'Ouganda : coordination des locataires et des agents, négociation et rédaction des contrats de location, gestion des biens, etc.

Conseillère juridique auprès de la Mission, en particulier en ce qui concerne les contrats avec les vendeurs, les fournisseurs et les employés.

1992-1995 Directrice par intérim du Service juridique au Ministère des affaires étrangères.

Fonctions

Chargée de diriger le personnel du Service, d'établir les plans de travail, d'attribuer les tâches à effectuer et de fixer les délais à respecter. Membre de l'équipe de direction du Ministère.

Chargée des questions de droit international et plus particulièrement des travaux de la Sixième Commission (questions juridiques) de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Chargée d'assurer la liaison avec les autres gouvernements et les organisations internationales dans le domaine du droit international et des relations internationales.

Chargée de l'élaboration et de la négociation de traités et d'accords multilatéraux et bilatéraux ainsi que de leur ratification.

Chargée d'élaborer d'autres instruments juridiques, de constituer un registre de tous les accords, conventions et traités auxquels l'Ouganda est partie, ainsi que d'autres documents juridiques importants.

Responsable des questions de droits de l'homme et de droits humanitaires ainsi que des questions relatives à la condition de la femme. A contribué à l'élaboration et à la présentation de rapports relatifs aux droits de l'homme établis conformément à divers instruments internationaux et en réponse à des allégations de violation de ces droits.

Chargée des questions consulaires et des questions d'immunités et de privilèges. En 1995, a présenté des communications à ce sujet lors d'un programme de mise au courant d'agents du service diplomatique nouvellement recrutés.

Chargée des questions relatives aux bourses d'études et de perfectionnement offertes à l'Ouganda, notamment des intérêts des étudiants à l'étranger.

Conseillère juridique principale auprès du Ministère des affaires étrangères.

1980 Entrée au Ministère des affaires étrangères et de la coopération régionale en tant que conseillère juridique chargée de la ratification des traités et des questions consulaires.

1979 Assistante juridique auprès de l'avocat de la municipalité (Conseil municipal de Kampala).

Fonctions

Aide l'avocat de la municipalité à mettre en état les affaires dont est saisi le tribunal municipal et à exercer l'action publique; s'occupe de diverses questions juridiques et exerce les fonctions de secrétaire du Conseil.

Autres fonctions

Membre de la Commission des finances de l'Autorité internationale des fonds marins de 2000 à 2004.

Vice-Présidente du Comité spécial de la Charte à sa session d'avril 2000.

Participation à des conférences et séminaires

- | | |
|--------------|--|
| 1985 | Conférence des Parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, Genève. |
| 1986 | Séminaire sur les aspects juridiques du commerce international, Genève. |
| 1987 | Séminaire de droit international organisé à La Haye par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche. |
| 1988 | Treizième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (Troisième Commission). |
| 1989 | Séminaire sur l'application des instruments relatifs aux droits de l'homme, Gambie. |
| 1989 | Quarante-quatrième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (Troisième Commission). |
| 1990 | Séminaire sur la diplomatie, tenu au Caire. |
| 1991 | Quarante-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies (Troisième et Sixième Commissions). |
| 1992 | Séminaire sur les femmes et le développement, tenu au Japon. |
| 1994 | Atelier organisé par l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche sur la gestion de la dette et la négociation et l'élaboration des accords de prêt. |
| 1994 | A participé aux négociations et à l'élaboration d'instruments juridiques pour la relance de la Communauté d'Afrique de l'Est à Arusha, République-Unie de Tanzanie. |
| 1995 | Membre de la délégation qui a présenté le rapport de l'Ouganda à la Commission des droits de l'homme, à Genève. |
| 1995 | Quatrième Conférence mondiale sur les femmes à Beijing. |
| 1996-2004 | Réunions relatives au droit de la mer tenues à la Jamaïque. |
| 1999 | Réunion des ministres de la justice des pays du Commonwealth à Trinité-et-Tobago. |
| Février 2000 | Dix-septième séminaire annuel sur le droit international humanitaire organisé pour les diplomates à l'Université de New York. |
| 2001-2003 | Cinquante-sixième, cinquante-septième et cinquante-huitième sessions de l'Assemblée générale des Nations Unies. |

Connaissances linguistiques

Écrit et parle parfaitement l'anglais; a des connaissances en français.

Travaux non publiés

1. Acquisition, possession et transfert de biens immobiliers par les diplomates, les missions et les États étrangers.
2. Document présenté à Arusha (République-Unie de Tanzanie), sur la ratification du Statut de la Cour pénale internationale.
3. Rôle et responsabilités des femmes africaines au XXI^e siècle.
4. Incidences de l'article 98 de la Cour pénale internationale sur les accords bilatéraux.

Est membre de la section ougandaise de la Fédération internationale des femmes juristes, organisation dont l'objectif principal est de faire connaître aux femmes leurs droits juridiques et de leur fournir une aide juridique dans la mesure du possible.

Est membre de la Société africaine de droit international et de droit comparé.

Est membre de la Fédération internationale des femmes pour la paix mondiale.

Brigitte Stern (France)*

Née à Strasbourg, le 14 janvier 1942.

Situation actuelle

Professeur à l'Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne.

Directrice du CEDIN Paris I, Centre de droit international de Paris I – Panthéon-Sorbonne.

Décoration

Chevalier de la Légion d'honneur.

Études et diplômes

Études secondaires au Lycée de jeunes filles de Strasbourg.

Études supérieures à Strasbourg, New York et Paris :

Maîtrise de droit à Strasbourg (1958-1962);

Diplôme de l'Institut d'études politiques de Strasbourg (1958-1961);

Master of Comparative Jurisprudence (MCJ) de l'Université de New York (1962-1963, avec une bourse Fulbright);

D.E.S. de droit public et D.E.S. de Sciences politiques à Paris (1964-1966);

Docteur en droit (1970);

CAPA, certificat d'aptitude à la profession d'avocat, diplôme de l'Institut du barreau de Paris (1970).

Agrégée des facultés de droit (1970; 2^e au classement).

Carrière

Assistante à la faculté de droit de Paris, puis à l'Université de droit, d'économie et de sciences sociale de Paris (1966-1970).

Maître de conférence à l'Université de Dijon (1970-1974).

Professeur titulaire (1^{re} classe) à l'Université de Dijon (1975-1980), puis à l'université de Paris X Nanterre (1981-1989).

Directeur scientifique pour les sciences juridiques, politiques, économiques et de gestion auprès du Directeur de la recherche et des études doctorales du Ministère de l'éducation nationale de la jeunesse et des sports d'octobre 1988 à avril 1991.

Professeur titulaire à l'Université de Paris I – Panthéon-Sorbonne depuis octobre 1991 (classe exceptionnelle 1^{er} échelon 1991-1994, 2^e échelon depuis 1994).

Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris (octobre 1992-juin 1994).

Membre du Global Law School Program de l'Université de New York, depuis août 1995.

* Des renseignements supplémentaires sur la candidate peuvent être obtenus auprès du Secrétariat.

Professeur invité à NYU (août-octobre 1995).

Enseignement à l'étranger ou dans des universités américaines en France

Professeur invité à la faculté de droit, Université de Californie à Berkeley (septembre 1972-juin 1973).

Professeur invité à Dacca (avec l'UNITAR, 1975) à l'Université de Boston (1983), à l'École de la diplomatie à Dar es-Salaam (1983), à l'Institut des langues étrangères de Shanghai (1986), à l'Université de New York (session d'été 1988).

Chercheur invité à l'Université des Nations Unies, Tokyo, février 1995.

Participation à la session d'été de l'Université de San Diego à Paris, sur le règlement des différends économiques internationaux : été 1988, été 1991, été 1996.

Conférence à l'Académie de droit international de La Haye sur la succession d'États, juillet 1995.

Conférence à l'Institut de droit international et des relations internationales à Thessaloniki (session consacrée aux droits de l'homme et à la démocratie pour le XXI^e siècle) sur la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, septembre 1998.

Responsabilités collectives

Membre du Conseil exécutif de la Société française pour le droit international (SFDI) de 1984 à 1996 et depuis 1998.

Membre du Conseil exécutif de la Société américaine de droit international depuis 1998.

Membre du Comité de rédaction de l'Annuaire français de droit international (AFDI).

Membre du Conseil exécutif de l'Institut des Hautes études de justice (IHEJ).

Rapporteur du Comité sur la succession d'États à l'Association de droit international.

Correspondante pour la rédaction de *International Legal Materials*, France.

Membre du Conseil scientifique de Médecins sans frontières

Membre du Comité de rédaction de la collection « Retour aux textes », la Documentation française.

Fonctions extra-universitaires

Expert et consultant juridique international pour divers gouvernements et sociétés.

Nommée sur la liste des arbitres et conciliateurs du CIRDI, Centre International pour le règlement des différends en matière d'investissements, au titre de la France, depuis 1992.

Membre du Tribunal administratif de la Banque asiatique de développement (1995-1997).

Membre de l'équipe juridique de la *Bosnie* dans l'affaire contre la *République fédérale de Yougoslavie (Serbie-et-Monténégro)* devant la Cour internationale de justice.

Nommée sur la liste des arbitres du Comité national français de la CCI, Chambre de commerce internationale.

Nommée sur la liste des arbitres du « Commercial Conciliation and Arbitration Centre » de la Chambre de commerce et d'industrie de Doubaï.

Membre du Conseil de la Société française pour le droit international (1984-1996, et de nouveau à partir de 1998).

Membre du Conseil scientifique du Centre René-Jean Dupuy pour le droit et le développement, Université d'Alexandrie, depuis 1998.

Membre de l'Executive Council de l'American Society of International Law, depuis novembre 1998.

Membre de nombreuses sociétés savantes : Société française de droit international (SFDI), International Law Association (ILA), Association internationale de droit économique (AIDE), Société québécoise de droit international (SQDI), American Society of International Law (ASIL).

Présidente de la Commission nationale pour l'élimination des mines antipersonnel, depuis octobre 1999.

Activités de consultation internationale et participation à des arbitrages internationaux

Participation à l'équipe espagnole dans l'affaire de la *Barcelona Traction* (arrêt du 5 février 1970).

Consultant de l'INSTRAW, Institut des Nations Unies pour le développement et la promotion des femmes, 1984-1985.

Consultant du Gouvernement portugais sur les problèmes de nationalisation des chantiers navals à la suite de la « Révolution des œillets » dans un arbitrage CCI, 1985.

Conseil et avocat dans une série d'affaires portées devant le Tribunal irano-américain des différends :

Sur la question des intérêts : affaires A/19, affaire d'interprétation des accords d'Alger entre les États-Unis et l'Iran – consultation écrite avril 1985 – plaidoirie devant le Tribunal irano-américain des différends à La Haye, Full Tribunal, avril 1987;

Sur la question de l'enrichissement sans cause, décembre 1985;

Sur les pouvoirs d'un tribunal arbitral en matière de nomination d'experts, mars 1986;

Sur la question du blocage des avoirs d'un État étranger, février 1988;

Sur la question de l'occupation des ambassades : Affaires A/4, A/7 et A/15 (Mémoire, mars 1990 – plaidoirie écrite, 1992 – duplique et plaidoirie prévue

devant le tribunal irano-américain des différends pour le mois de novembre 1994, mais annulée à la suite du retrait de l'affaire);

Sur la charge de la preuve, décembre 1990;

Sur la responsabilité d'un État à l'égard d'un double national : Affaire 313, (Affaire *Gabay*), février 1991;

Sur la responsabilité d'un État à l'égard d'un double national : Affaire 193 (Affaire *Reza Malek*) – plaidoirie devant le tribunal irano-américain des différends, Chambre 3, présidée par M. Arangio Ruiz, février 1991;

Sur une contradiction entre deux jugements (affaire *Kodak*), septembre 1991;

Sur la responsabilité d'un État à l'égard d'un double national (Réponse à la consultation du professeur Lillich), octobre 1991;

Sur le caveat dans l'affaire de la *double nationalité* (mai 1994);

Sur la question des biens du Shah : Affaire A/11, consultation, avril 1992;

Sur la responsabilité d'un État à l'égard d'un double national : Affaire 221, (*Asgari Nazari*) – plaidoirie devant le Tribunal irano-américain des différends en anglais, Chambre 1 présidée par M. Ruda, décembre 1993;

Sur la responsabilité d'un État à l'égard d'un double national : Affaires 309, 392 (Affaires *Lilly Mirthra Falla Lawrence*) 1994 (deux consultations successives, mai 1994 et septembre 1994);

Sur la responsabilité d'un État à l'égard d'un double national : Affaires 164 (Affaire *Kiaie*) et 832 (Affaires *Tavakoli*). Plaidoirie en anglais devant le Tribunal irano-américain des différends, Chambre 3 présidée par M. Arangio Ruiz, décembre 1994;

Sur la question des biens du Shah : Affaire A/11, plaidoirie devant le tribunal irano-américain des différends à La Haye, Full Tribunal, 16-18 février 1998.

Conseil et avocat du Gouvernement français dans l'affaire du *Rainbow Warrior* opposant la France à la Nouvelle-Zélande; plaidoirie à New York (novembre 1989), devant un tribunal arbitral ad hoc (présidé par M. Jimenez de Arechaga).

Consultation sur la responsabilité pénale des chefs d'État en droit international, décembre 1990.

Consultation sur les questions d'immunité de juridiction, pour la société Dumez, dans un différend avec l'Iraq, 1991.

Nomination sur la liste des arbitres et conciliateurs du CIRDI, Centre International pour le règlement des différends en matière d'investissements, au titre de la France.

Consultation sur la question de la reconnaissance de la République fédérale de Yougoslavie (Serbie-et-Monténégro), pour le journal *Actuel*, janvier 1994.

Membre de l'équipe juridique dans l'affaire *Bosnie-Herzégovine c. République fédérale de Yougoslavie (Serbie-et-Monténégro)* devant la CIJ, à partir de 1995. Plaidoiries sur les exceptions préliminaires du 29 avril au 3 mai 1996. Participation à la rédaction de la réplique déposée à la CIJ le 23 avril 1998.

Membre du tribunal administratif de la Banque asiatique de développement de 1995 à 1997.

Consultations sur les litiges péruviens (Cedimin et Yanacocha) pour le BRGM, janvier 1996, octobre 1996, janvier 1998. Parution en tant qu'expert devant le tribunal ICC, le 27 avril 1998, consultant dans le litige CIRDI.

Liste des publications

Brigitte Bollecker-Stern, *La réparation et la théorie de la responsabilité internationale*, Paris, Pédone, 1973, 382 pages (Préface de Paul Reuter).

Brigitte Stern, *Un nouvel Ordre économique International?* Recueil de textes et documents, Paris, Economica, 1983, 740 pages (Préface de Jean-Pierre Cot).

Brigitte Stern, *The changing role of women in international economic relations*, document de l'INSTRAW (United Nations International Research and Training for the Advancement of Women), 1985, 55 pages.

Brigitte Stern, *Droit international économique*, Institut des langues étrangères de Shanghai, 1986, 2 vol., 265 pages.

Brigitte Stern, (sous la direction de) *Les aspects juridiques de la crise et de la guerre du Golfe*, Cahiers internationaux n° 6, CEDIN-Nanterre, Éd. Montchrestien, 1991, 502 pages.

Brigitte Stern (sous la direction de) *Guerre du Golfe, le dossier d'une crise internationale*, 1990-1992, documents présentés par Brigitte Stern, rassemblés par Habib Gherari et Olivier Delorme, Paris, La documentation française, coll. Retour aux textes, 1993, 626 pages.

Brigitte Stern (sous la direction de) *Les Assises nationales de la recherche juridique*, Paris, Montchrestien, 1994, 220 pages.

Brigitte Stern (sous la direction de Geneviève Burdeau et Brigitte Stern) *Dissolution, continuation et succession en Europe de l'Est*, succession d'États et relations économiques internationales, Cahiers internationaux n° 9, CEDIN-Paris I, – Brigitte Stern (sous la direction de), Éditions Montchrestien, 1994, 406 pages.

Brigitte Stern (sous la direction de) *Marché et nation, Regards croisés*, Perspectives internationales n° 8, Paris, Montchrestien, 1995, 344 pages.

Brigitte Stern, *Le Statut des États issus de l'ex-Yougoslavie à l'ONU*, documents, Paris, Montchrestien, 1996, 189 pages.

Brigitte Stern (sous la direction de) *La vision française des opérations de maintien de la paix*, Les opérations de maintien de la paix de l'ONU, Paris, Montchrestien, 1997, 197 pages.

Brigitte Stern (éd.) *Dissolution, Continuation and Succession in Eastern Europe*, La Haye, Kluwer, 1998, 221 pages.

Brigitte Stern, *20 ans de jurisprudence de la Cour internationale de Justice, 1975-1995*, La Haye, Nijhoff, 1998, 1 055 pages.

Brigitte Stern (éd.), *United Nations Peacekeeping Operations, A Guide to French Policies*, Tokyo, UNU, 146 pages.

La succession d'États, cours de l'Académie de droit international de La Haye, RCADI, tome 262, La Haye, Kluwer 2000, 437 pages.